

Quelques réflexions sur la « France insoumise », suite : le 23 septembre, l'accueil fait au POI...

samedi 29 juillet 2017, par [PRESUMEY Vincent](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2017).

L'article de Vincent Présumey que nous reproduisons ci-dessous aborde des questions importantes (comme le sens que peut avoir l'appel aux rassemblements du 23 septembre). Il offre une information peu connue en dehors des rangs initiés sur l'entrée du POI au sein de la FI et sa portée. La vie interne de Force ouvrière (où le courant lambertiste est puissant) est encore moins connue du « grand public militant » que celle de la CGT. L'histoire des organisations d'extrême gauche issue des années 60-70 est de moins en moins comprise au-delà de cercles assez limités.

Le texte de Présumey est cependant lardé de réflexions incidentes assez malvenues. Malgré les explications alambiquées fournies par l'auteur, on se serait bien passé des mises en garde sur de possibles dérives antisémites ou d'extrême droite. Il est en général vain d'invoquer la « logique ultime » de telle ou telle position. « Nous n'en sommes pas là » répète à chaque fois Présumey, après avoir tiré une sonnette d'alarme. Alors, il ferait mieux d'attendre que concrètement de premiers symptômes de dérives se manifestent éventuellement pour que l'alerte prenne sens.

Le « gonflement outre-mesure » de la polémique apparaît en particulier quand Vincent Présumey écrit : *« Nous avons affaire à une organisation instable. [...] Le fait politique central, au delà de cette instabilité - l'élément stable, en somme, de celle-ci - est que la fonction de protection de l'Etat capitaliste, longtemps assumée par les « vieilles organisations », l'est très largement, en France aujourd'hui, par la FI et ses dirigeants, dont l'orientation « populiste », si elle n'a pu faire émerger la soi-disant « construction du peuple », a par contre bel et bien produit la défaite sociale et politique du 23 avril 2017, contribué à l'élection du parlement-croupion introuvable de Macron, et concourt maintenant à contrecarrer la généralisation et la centralisation d'un éventuel et nécessaire mouvement social contre les ordonnances Macron. Le principal rempart de la V^e République en crise, concurremment avec les « vieux appareils », est là. C'est avant tout de ce point de vue là que la critique est un devoir. Envers les adhérents, elle est fraternelle même si une certaine vigueur s'impose souvent pour imposer l'apprentissage, ou le ré-apprentissage, de la discussion, mais envers la FI en tant qu'organisation, elle ne peut qu'être sans concession, cette organisation ayant été constituée contre la possibilité d'une représentation politique de la classe des exploités. »*

La FI aurait donc a pour « fonction » la « protection de l'Etat capitaliste ». Elle aurait « produit la défaite sociale et politique du 23 avril 2017 ». Elle serait « le principal rempart de la V^e République en crise, concurremment avec les « vieux appareils ». Heureusement pour elle, la V^e République a d'autres remparts que LFI, autrement consistants et puissants. La défaite du 23 avril et le succès de Mélenchon sont produits par le même

enchaînement de causes, pour une part contingente. Le mode polémique illustré par la terminologie employée ici (« fonction », « rempart ») à une longue histoire dans le courant lambertiste. Il n'a jamais facilité le débat. Ce n'est pas aujourd'hui la meilleure façon « d'imposer l'apprentissage de la discussion », pour reprendre la formule de Vincent Présumey.

Nous publions sur le site d'ESSF de nombreux articles polémiques envers LFI et Jean-Luc Mélenchon. C'est normal vu la place centrale que cette formation occupe aujourd'hui à gauche et la nature des orientations qu'elle défend. C'est, aussi, précisément pourquoi il faut éviter de faire « feu de tous bois » si l'on veut que la critique soit valide et entendue.

Pierre Rousset

Sommaire

- [Pourquoi \[ce débat\] est-il](#)
- [Petit déblayage préalable](#)
- [Les élections législatives](#)
- [Le groupe FI à l'Assemblée](#)
- [J.L. Mélenchon sur l'avenir de](#)
- [« Action » et unité d'action](#)
- [POI et FI, ou ce qui n'a \(...\)](#)
- [Mongénéral De Villiers défense](#)

Présentation.

Mon article « Quelques réflexions sur la France insoumise », mis en ligne sur Mediapart [[1](#)] et sur le site Arguments pour la lutte sociale le 7 juin dernier, a énormément circulé. J'en ai reçu des éloges qui m'ont parfois surpris, plusieurs lecteurs disant y avoir vu, « mis au clair », ce qu'ils ressentaient. Il y a bien entendu aussi eu des critiques, et plus que cela.

Mais au total et malgré tout c'est surtout un grand besoin de discussion, d'approfondissement et d'analyses contradictoires qui se manifeste là.

Ceci va bien plus loin que la seule « France insoumise » : les luttes sociales et leur débouché politique ont plus que jamais besoin de débats démocratiques, et c'est ce besoin qui se fait sentir. S'il s'exerce « à l'encontre » de la dite « France insoumise », c'est qu'en se présentant comme LA solution dépositaire du seul et unique Programme, celle-ci s'oppose en tant que telle au débat. Bien entendu, il existe des « insoumis » qui le souhaitent. Mais il en existe aussi un grand nombre qui, dans des délais records, ont pour ainsi dire été élevés dans une culture de rejet de tout débat qui comporterait des points de vue réellement différents les uns des autres.

Je suis donc conduit à donner une suite à cet article, d'abord parce qu'il ne prétendait pas tout dire sur le sujet, loin de là, ensuite et surtout parce que pas mal de choses se sont passées depuis un mois et demi, qui rendent les éclaircissements, et donc le débat éclaircissant, encore plus nécessaire.

Pourquoi [ce débat] est-il nécessaire ?

Mais parce que nous avons à affronter une tentative de restauration autoritaire de la V^e République et de destruction du Code du travail, de la Fonction publique et de la Sécurité sociale, dans des délais rapides. C'est du point de vue de l'affrontement social qui, inévitablement, s'annonce, que s'impose cette nécessité. Or, s'imaginer équipés pour ne pas se faire laminer par le gouvernement Macron-Philippe, grâce à la France insoumise, serait aller droit à la défaite.

Notons d'ailleurs que J.L. Mélenchon et les dirigeants de la FI, s'ils surfent sur une telle illusion parmi leurs adhérents, n'y croient pas pour ce qui les concerne : en annonçant un « rassemblement populaire » à la date du 23 septembre, alors que l'application effective des ordonnances contre le droit du travail est prévue à dater du conseil des ministres du 20 septembre, ils manifestent clairement n'avoir en rien l'intention de vaincre ou même de stopper Macron, mais seulement celle d'être la seule opposition, la dernière opposition, l'unique opposition, dans un pays où passera le talon de fer du capital. Ce cynisme politicien est à mille lieux du millénarisme charismatique des croyants dans « les jours heureux » et « l'avenir en commun ».

Petit déblayage préalable

Je vais donc revenir sur les nombreux faits nouveaux des dernières semaines. Auparavant, quelques mots encore sur les thématiques qui ont pu être mises en avant non pas tant pour discuter de ce que contenait « Quelques remarques sur la France insoumise », et y objecter de façon contradictoire et argumentée, que pour interdire tout débat [2].

Je précise que ces thématiques ne viennent pas de la France insoumise elle-même, dans laquelle je ne doute pas que mon article a circulé, surtout dans ses hautes sphères, mais plutôt de responsables qui envisagent d'y entrer ou qui théorisent le fait qu'elle est « incontournable ». Qu'elle soit incontournable, j'en conviens tout à fait et je ne préconise pas, pour ma part, de contourner l'obstacle, mais bien de l'affronter (démocratiquement) ; mais « incontournable » signifie en fait, souvent, « qui ne doit pas donner lieu à trop de critique ». Donc, les adeptes de l'incontournabilité ainsi comprise ont avancé trois parades se voulant définitives afin, non de discuter ce texte, mais de ne pas le discuter :

1°) il est odieux, vomitif, etc., car il distille un soupçon d'antisémitisme sur la FI et ça, c'est interdit, c'est abject, etc.,

2°) il est insultant car il traite la FI de « populiste »,

3°) il est ignorant car il méconnaît ce qu'il en est vraiment de ce « populisme ».

Ici, le lecteur pressé peut aller directement plus loin, mais ces commentaires préliminaires ont à mon avis leur importance quant à la méthode. Il est toujours important de déblayer ce qui vise, en réalité, à intimider pour empêcher la confrontation argumentée.

Sur le premier point, je n'ai à aucun moment qualifié la FI d'organisation antisémite, et il n'y a d'ailleurs aucun doute à avoir sur le fait que l'immense majorité de ses membres se veulent sincèrement des adversaires de tout antisémitisme.

Se contenter de disqualifier une critique en la transformant en une accusation d'antisémitisme est un procédé qui n'a d'égal que le procès en antisémitisme, justement. Car la critique demeure : l'idéologie opposant le « peuple » à « l'oligarchie » et préconisant l'union des classes « productives »

du peuple ne peut que favoriser la tendance à expliquer le capitalisme par un grand complot de gens méchants, profiteurs internationaux dont l'image traditionnelle est celle que fournit l'antisémitisme. Il ne s'agit pas d'un problème accessoire ou de dérives localisées regrettables, mais d'une tendance globale inhérente au cadre idéologique.

Ceci est d'ailleurs bien plus ancien que la FI : l'érection de fétiches « concrets » à la place du rapport social capitaliste est un phénomène généralisé, forcément, et très prégnant en France dans la « gauche radicale », ou moins radicale aussi, d'ailleurs. Mais la FI le cristallise par la dimension de système qu'elle confère à certains schémas idéologiques. On peut donc dire que le fruit FI n'est pas antisémite mais qu'il se prête comme terreau au développement de visions du monde de ce type, cela d'autant mieux qu'on s'y croit immunisé. Il peut donc y avoir des vers dans le fruit.

Que penser à cet égard de la candidature FI aux législatives de Mehdi Kemoune dans le 15^e à Paris, dont la notoriété politique, avant cette candidature, tenait toute entière dans le fait que, tout en étant délégué CGT à Air France, il a apporté son soutien à Dieudonné et à des faiseurs de « quenelles » ?

Concernant le « populisme », c'est un peu facile : si vous employez ce terme à propos de la FI, vous êtes soupçonné de vouloir la discréditer en l'amalgamant au FN, de faire comme les représentants de « l'oligarchie » qui calomnient le « peuple », pas propre sur lui et ignorant, alors que ce sont J.L. Mélenchon et l'équipe dirigeante de la FI eux-mêmes qui en ont très ouvertement fait leur référence.

Ensuite, une fois qu'on vous concède qu'en effet la FI est « populiste », c'est pour vous expliquer doctement que vous n'y avez rien compris, que le populisme, en tout cas celui-là, est hautement pensé et intrinsèquement « républicain » [3].

J.L. Mélenchon, lui, s'est contenté de prendre ce qui lui convenait chez C. Mouffe (cf. mon article précédent) - et dans ce qu'il lui prend, beaucoup plus qu'un Machiavel maltraité, c'est Carl Schmitt qui fournit l'équipement idéologique [4].

Les élections législatives

Reprenons à présent le fil des événements récents. Les élections législatives se sont soldées pour la FI par la formation d'un groupe parlementaire de 17 députés. Au regard des ambitions initialement affichées, c'est très peu, mais on l'a oublié. J.L. Mélenchon n'avait-il pas prophétisé une majorité « insoumise » qui allait faire de lui le premier ministre de cohabitation avec le président Macron ?

Il est peu vraisemblable qu'il y croyait lui-même, mais ces propos, cette orientation, ont eu une fonction. Il était encore possible de battre Macron aux législatives, ou du moins de minimiser au maximum son succès, à condition de regrouper, et encore une fois, fort de son score du 23 avril, J.L. Mélenchon était le mieux placé pour ce faire, ce qui aurait conduit à donner une perspective politique alternative à Macron, celle de l'unité des forces issues du mouvement ouvrier et de la gauche, faite sur la base de la rupture avec l'expérience du désastre Hollande (cette unité ne pouvait se faire que sur cette base, le fruit du dit désastre s'appelant d'ailleurs Macron). Mais il n'en était pas question pour lui.

De ce fait, sous les rodomontades triomphalistes, le principal impact électoral des candidatures FI quasi généralisées [5], a été de favoriser les seconds tours droite/LREM. Ceci était en cohérence avec la logique qu'avait suivie J.L. Mélenchon dans la campagne des présidentielles : non pas constituer une alternative, mais, parallèlement à l'opération Macron, réaliser une OPA/liquidation sur « la gauche ».

Toutefois, au soir du premier tour, il apparaissait que cette véritable cohérence avait tellement bien fonctionné que c'était non seulement le mythe d'une majorité « insoumise », mais bien la simple possibilité d'un groupe parlementaire, qui apparaissait compromise. Les 7 millions de prétendus « insoumis » du 23 avril ne se sont majoritairement pas portés sur les candidatures « insoumises » du 10 juin, mais sur l'abstention, d'autres allant sur diverses candidatures de gauche – et une analyse fine circonscription par circonscription montrerait probablement que les candidatures estampillées FI ont fait leurs meilleurs scores là où elles avaient un caractère unitaire au moins jusqu'à un certain point [6], plutôt qu'un caractère identitaire « insoumis ».

Là où des candidatures FI étaient au second tour, la seule possibilité de gagner était ce regroupement des voix issues de la gauche et du mouvement ouvrier, et en aucun cas la « construction d'un peuple » au dessus des classes, des partis et des clivages existants.

Ni une ni deux, oubliant les proclamations sur « l'horizontalité » et « l'absence de consignes » envers le « peuple insoumis » qui, à chaque instant, s'autodétermine, J.L. Mélenchon a donné une consigne : désistement réciproque avec les candidatures communistes et socialistes frondeuses ou non macroniennes.

Indépendamment de cette consigne, telle fut l'attitude spontanée de l'électorat, qui s'est regroupé dans la minorité de circonscriptions où il le pouvait encore, de sorte que la sociologie et le contenu politique du mouvement de ceux qui ont élu les députés FI, communistes et socialistes de cette Assemblée, sont les mêmes. Par contre, les anciens ministres (y compris Benoit Hamon) ont été laminés, le vote de classe pour barrer la route à Macron ne portant pas sur eux.

On doit souligner l'importance de cette contradiction : si la FI a des députés, c'est en raison d'un report de voix qui contredit tout le discours de ses dirigeants sur le dépassement de « l'entre-soi » des « vieux partis ». Ce constat ne signifie pas que ces « vieux partis » ne sont pas en plein effondrement, mais que ce qui fut leur base sociale et électorale réagit toujours en fonction de ses intérêts et aspirations sociaux, et non en fonction d'une nouvelle idéologie révélée, quelle qu'elle soit. Les électeurs qui ont fait gagner ces 17 députés avaient donc le sentiment légitime de faire un « vrai vote de gauche » et d'envoyer des députés au parlement pour ça – or telle n'est pas l'orientation politique de la FI et de J.L. Mélenchon.

Le groupe FI à l'Assemblée

Immédiatement après l'élection, celui-ci annonce la constitution d'un groupe FI, écartant donc a priori tout groupe commun plus large. De même sera écartée la proposition du groupe communiste et apparenté d'une liaison permanente entre les deux groupes : tout ce qui pourrait ressembler à l'expression organisée d'un front commun, avec qui que ce soit, est systématiquement écarté. Par contre, l'idée que de jeunes députés macronistes pourraient devenir sensibles aux sirènes de « l'insoumission » est très vite évoquée.

Ce groupe parlementaire FI n'est pourtant pas parfaitement homogène : pour franchir la barre des 15 députés nécessaires, il a agrégé deux élus membres d'Ensemble, ainsi que François Ruffin qui n'a pas été élu en tant que FI mais avec l'appui d'un regroupement beaucoup plus large. En outre, Danielle Obono, qui fut en butte à des provocations racistes émanant de certains journalistes, a été élue en tant que FI mais, issue du NPA et d'Ensemble, elle passe, à tort ou à raison, pour avoir un profil politique un peu différent. Pour l'heure, ces élus représentent la « diversité » du groupe, et ne se sont pas distingués de son orientation générale.

Celle-ci consiste dans un activisme parlementaire qui peut inspirer de la sympathie, mais qui tourne

à vide dans cette Assemblée de bénis-oui-oui et de carriéristes qui pousse à la caricature extrême tous les traits des parlements croupions de la V^e République, au point que c'est plus un simple croupion qu'un parlement. Dans ces conditions, faire d'un groupe parlementaire l'instance appelée à donner la là et le signal aux mouvements sociaux, ainsi que l'a déclaré J.L. Mélenchon, est une gageure qui, au mieux, peut donner lieu à quelques exploits oratoires, au pire tendrait à inféoder les dits mouvements à cette chambre d'enregistrement du président Macron.

Ce buzz parlementaire dans ce qui n'est qu'à peine ou même pas un parlement, a aussi joué avec les symboles - la cravate ! Ceci a permis à une certaine presse de jouer avec un frisson amusé avec l'idée qu'il y aurait une bande de gauchistes au parlement, ce qui nous a valu une Une du Figaro, plus subliminale que sublime, où l'ombre de Lénine et de Trotsky plane derrière Mélenchon. Rien de tel pour combler d'aise adhérents et ralliés, communiant dans l'idée que le Mélenchon bashing des « merdias » de « l'oligarchie » se déchaîne contre les martyrs de la pureté.

Si l'on envisage plus raisonnablement le contenu politique effectif des interventions « insoumises » à la tribune de l'Assemblée, notamment contre l'habilitation des ordonnances de destruction du droit du travail, nous constatons le choix d'une tactique parlementaire reposant sur la multiplication des amendements, dont aucun ne fut retenu, des interventions qui, comme celles du groupe communistes et de certains socialistes, disent certes bien des vérités, mais qui n'envisagent pas le fait que la lutte sociale pourrait exiger le retrait de ces ordonnances et encore moins les empêcher. Citons J.L. Mélenchon :

« Tout n'est pas conflit dans une entreprise, j'en conviens ; et j'ai même entendu l'un d'entre vous, hier, oser une formule que nous serions prêts à signer immédiatement. L'entreprise, disait-il, est un bien commun ». Mettez cette formule aux voix : nous l'adopterons tout de suite ! »

Adrien Quatennens, député FI de Tourcoing, est salué par la presse comme un député qui « décoiffe » pour avoir ironisé à juste titre, comme le ferait au minimum tout syndicaliste auquel on donnerait la parole, sur le soi-disant « dialogue social » dans l'entreprise vanté par le gouvernement, et dit par exemple que si le code du travail est fait pour embêter les entreprises alors le code de la route est fait pour embêter les chauffards. Mais c'est aussi lui qui déclare :

« Mes chers collègues de la République en marche (...) N'hésitez pas, vous-mêmes, à vous insoumettre. Vous en trouverez toujours comme nous pour vous accueillir avec le plus grand plaisir et vous soutenir dans cette démarche. »

Ce discours de la main tendue va au delà de l'ironie et de la rhétorique. A propos du projet de loi de « moralisation » - où l'on voit bel et bien les élus macronistes s'égailler en tous sens, sauf dans celui de la défense des intérêts populaires et des droits sociaux - la démarche d'amendements n'exclut pas de pouvoir à terme voter cette seconde loi emblématique de Macron, même si cela semble peu probable. Après Adrien Quatennens ce débat parlementaire a été l'occasion de la seconde « révélation » du groupe, celle de Bastien Lachaud, dont le discours à la gloire de la « vertu » fait écho à quelque prêche de Martin Luther contre les usuriers, mâtiné de la lecture de Frédéric Lordon dans le *Diplo*, pour un résultat final qui évoque furieusement les piques de ... François Mitterrand contre l'argent corrompateur [7]. Pureté contre corruption et saint peuple contre vile oligarchie ...

J.L. Mélenchon sur l'avenir de la FI

Le 10 juillet dernier, J.L Mélenchon a fait le point, et fait une mise au point, sur l'avenir immédiat de la FI [8]. Il met en garde contre une certaine effervescence, marquée notamment, selon lui, par les préoccupations municipales de certains groupes locaux. C'est aller trop vite en besogne : ils risquent

de s'enfoncer dans les « petits marigots et chefferies locales ». Sage avertissement qui dénote toutefois un niveau d'estime relativement bas pour ses propres partisans. Mais il s'agit bien, leur explique-t-il, d'aller aux municipales, mais en appliquant la méthode de « Danielle Simonnet et ses équipes à Paris », censée consister dans l'investissement des luttes urbaines, terreau de « l'auto-construction du peuple », de façon à aller vers des « programmes locaux de gestion alternative ». On commence à passer ici à une étape autre que la sacralisation du Programme (dont il est, rappelons-le, l'incarnation). Politiquement, grouper une alternative à Macron n'est absolument pas la question : elle n'est même pas posée.

Ce qui importe c'est désormais « l'action » : l'important, c'est que ça bouge.

Le Programme, quant à lui, est adopté et n'a plus à être discuté, et les « programmes locaux » naîtront de « l'action » qui sélectionnera les candidats éventuels, sous l'oeil vigilant du noyau dirigeant. La lutte contre les ordonnances Macron est ici un aspect annexe des « caravanes des droits sociaux » estivales, préparant un « déboulé estival » à Marseille peu avant la rentrée, que suivra une convention automnale renouvelant sans doute celle de l'an dernier, dont la moitié des participants étaient tirés au sort, « élus » pour côtoyer, et plébisciter, le temps d'un week-end, l'aréopage suprême

« Comme je l'ai déjà écrit ici, nous sommes nombreux, dans l'expérience de l'élection présidentielle puis de celle des législatives à avoir bien compris qu'un « mouvement » n'existe que dans et par l'action, c'est-à-dire par des campagnes. Celle-ci fédère les personnes sans exiger rien d'autre d'elles que leur participation, quel que soit leur motif de le faire. »

Pas question d'être un parti, cela pour une raison qui relève de la « théorie » :

« De même que le parti est la forme d'organisation vouée à une classe sociale, le mouvement est la forme d'organisation liée à l'existence du peuple, aux pulsations de son activité, aux formes spécifiques de son auto-organisation. »

Cette vulgarisation des théories de Mouffe-Laclau a des aspects très utilitaires pour le contrôle du « mouvement » : les personnes, les « gens », quels que soient leurs motifs, n'ont à apporter que leur participation. Pas leurs orientations politiques, et surtout pas leurs souhaits quant à l'organisation - « il ne saurait être question de se perdre en bavardages à propos de l'organisation » - et pourtant, des décisions d'organisation seront prises par la seconde convention. Les chefs seront d'autant plus libres de prendre celles qui leur conviendront que tout « bavardage » sur ces basses questions aura été préalablement banni ...

Quand aux forces politiques organisées qui souhaitent venir, elles peuvent le faire dans le cadre de « l'espace » qui leur est dédié. Dans cet « espace », des « communistes insoumis », des « Ensemble insoumis » et des « écologistes insoumis » communient en toute insoumission (8) et sont autorisés, lorsqu'on les sollicite, à fournir des « cadres politiques chevronnés » tant que de besoin.

Place, donc, à « l'action », et gare aux « bavardages » ...

« Action » et unité d'action syndicale

La ligne de « l'action » a sans doute commencé à s'incarner par les rassemblements appelés par la FI le mercredi 12 juillet contre les ordonnances. Innovation (ce que n'étaient pas les rassemblements du PCF d'une part, de la FI de l'autre, contre le discours macronien de Versailles), puisqu'il s'agissait d'un appel portant, en apparence, sur des revendications sociales, domaine

général des syndicats.

Selon plusieurs déclarations récentes de J.L. Mélenchon, les syndicats sont légitimes à mener des actions « dans les entreprises », donc sur le temps de travail, y compris par la grève, mais le soir après 18h, et le week-end, place à la FI.

Est-ce sur les mêmes revendications ? Pas exactement, puisque les appels nationaux de la FI au 12 juillet ne comportaient aucunement le mot « retrait » à l'encontre des ordonnances Macron, tout en critiquant celles-ci et en évoquant le programme de la FI ainsi que ses nombreux amendements parlementaires (tous refusés, et d'ailleurs si certains avaient été intégrés, ça aurait signifié quoi ? ...) [9].

Ces « rassemblements populaires » entendent inaugurer une méthode qui suscite discussions et réactions de méfiance parmi les responsables syndicaux, à tous les niveaux. Ils ne visent cependant pas à proposer des perspectives de luttes autres que les journées d'action appelées par les directions syndicales.

Tout syndicaliste sérieux réfléchit en termes d'efficacité, et concernant les ordonnances Macron, il voit le calendrier, avec deux dates clef qui se dessinent.

Le mardi 12 septembre, la CGT a lancé un appel à la grève contre les ordonnances, Solidaires s'y est joint, la Fédération FO des Transports, l'UD FO du Finistère et bien des structures FO vont agir pour y entraîner toute leur confédération dans l'espoir de mettre fin au petit pas de deux Mailly-Pénicault, la FSU sera probablement conduite à s'y joindre, les discussions montent dans l'UNSA et même la CFDT ne sera pas épargnée.

L'autre date est le mercredi 20 septembre : les ordonnances doivent être adoptées en conseil des ministres et, à partir de là, s'appliquer, même si une ratification parlementaire devra avoir lieu à une date ultérieure, qui doit être, en principe, une formalité pour le gouvernement.

La question est donc d'agir pour le retrait des ordonnances, et de faire du 12 septembre non une journée d'action pour témoigner, mais le lancement d'un mouvement général pour empêcher leur adoption le 20 septembre. Certes, la victoire n'est nullement garantie, mais deux choses sont sûres : il n'y aura pas de victoire si la bataille n'est pas menée, et la suite sera de toute façon encore plus difficile si elle ne l'a pas été. Voilà un raisonnement syndicaliste sérieux.

Or, voilà que J.L. Mélenchon appelle à un grand « rassemblement populaire » national, regroupant « les gens », à la date du ... samedi 23 septembre, après l'adoption des ordonnances. Le mot « retrait » de celles-ci n'apparaît toujours pas, il s'agit de protester contre le « coup d'Etat social » de Macron, ainsi que contre le traité de libre-échange UE-Canada. Le moins que l'on puisse dire est que s'il avait voulu aider les dirigeants syndicaux à réduire la journée du 12 septembre au rang de journée d'action sans lendemain, tout en revendiquant pour son « mouvement » un rôle « social » et parasyndical, il ne s'y serait pas pris autrement.

Parmi les « insoumis », il existe pas mal d'adhérents combatifs qui sont assez proches de regroupements tels que le Front social, ou qui sont passés par Nuit debout, et qui voudraient accélérer et intensifier la lutte contre les ordonnances Macron. Il existe aussi, mélangées ou non à ces velléités impatientes, des velléités antisyndicales comme il y a des velléités antipolitiques, et dans la même logique. C'est inévitable : la conviction d'être une élite qui incarne « le peuple » s'est rapidement ancrée parmi quelques dizaines de milliers d'adhérents réels, qui ont pris à la lettre les appels à dégager tout ce qui est « vieux », partis et syndicats, et certains d'entre eux pensent que c'est pour qu'eux-mêmes en prennent la place, tout simplement.

A l'intérieur des organisations syndicales, lorsque s'y trouvent des prosélytes FI effectifs (à ne pas confondre avec la grande majorité des militants qui ont voté Mélenchon ou Hamon et ont eu jusque là de la sympathie pour le premier), la simple opposition qu'ils ont intériorisée, de façon quasi sectaire, entre « nous », qui avons « le Programme » et suivons « JLM », et « eux », qui n'ont pas voulu suivre (même s'ils ont voté Mélenchon ils ne se sont pas faits « insoumis »), ce qui est inexplicable autrement que par un Mal qui serait en « eux », nourrit des comportements qui, spontanément, reproduisent de manière caricaturale le pire fractionnalisme, et dont l'effet principal, s'ils se donnaient libre cours, serait l'isolement rapide des « insoumis » actifs dans les syndicats, et leur radicalisation antisyndicale [10].

J.L. Mélenchon et la direction de la FI ne recherchent ni la radicalisation des organisations syndicales comme ceux des « insoumis » qui sont proches du Front social, ni la structuration de tendances antisyndicales. Ils veulent « simplement » affirmer la FI comme seule force d'opposition active à Macron, s'attribuant la légitimité, et si possible le monopole, de manifestations démonstratives ne visant pourtant nullement ni à gagner, ni à gêner les directions syndicales nationales. Cette affirmation requiert « simplement », de facto, que les luttes sociales ne gagnent pas et ne renversent ou n'impuissent pas l'exécutif en place ...

Et en cas de montée de luttes sociales et d'affrontement social central, elle rencontrera deux problèmes. Elle suscitera inévitablement, car elle la suscite déjà, la tendance à disputer leur « terrain » aux syndicats et à s'opposer à eux. Et elle se heurtera aussi à la tendance du mouvement social lui-même à se généraliser et à se centraliser contre le patronat, l'Etat et le pouvoir exécutif, une tendance naturelle de toute grande lutte sociale, qui n'aura cure quant à elle, des considérations politiques visant à installer la FI comme seule opposition « de rue » à Macron, car elle visera à affronter directement celui-ci.

D'une certaine façon, ceci se dessine déjà en filigrane : un mouvement se cherche contre les ordonnances, et appeler à un « rassemblement populaire » le 23 s'oppose de facto à ce qu'il cherche à se généraliser et à se centraliser pour en empêcher l'adoption. Les « insoumis » les plus sincères et les plus combatifs vont alors se confronter à la difficulté de jouer les Podemos voulant se plaquer à toute force sur un terrain rétif. Car Podemos est né d'un mouvement social, ce qui fait toute la différence.

POI et FI, ou ce qui n'a pas été dit ...

Nous avons signalé plus haut, dans l'article de J.L. Mélenchon du 10 juillet dernier, la manière dont il vante l'« espace » politique incolore et inodore installé dans la FI à l'usage de ceux qui veulent encore faire semblant d'y faire de la politique comme avant. Il se félicite par exemple de la présence décorative de l'ancien député EELV Sergio Coronado.

Mais il ne dit pas tout.

Dans *Informations Ouvrières*, journal du POI (Parti Ouvrier Indépendant), du 20 juillet dernier, on apprend en passant que Danielle Simonnet avec « des jeunes qui composaient sa direction de campagne » est venue à l'assemblée des comités du POI des 11°, 12 et 20° arrondissements, et même que lors d'un « pot fraternel » qui a suivi la réunion, on a chanté *l'Internationale* - elle est exclue des rassemblements FI place de la République, mais elle sied à un pot avec le POI. On apprend aussi que dans le 13°, la dernière AG du POI était co-présidée par la FI. Sur Paris -ville une grande partie du POI avait été exclue ou était passée au POID lors de la scission qu'a connu ce courant en 2015. Il semble que via la FI, le POI se réorganise sur Paris.

Plus généralement, le journal *Informations Ouvrière* est devenu un écho fidèle des discours de J.L. Mélenchon et des interventions parlementaires de la FI. La seule note critique, dans le même n° de ce journal, vise François Rufin, qui n'est précisément pas à la FI, pour avoir déclaré qu'il fallait faire « entrer la démocratie dans l'entreprise ». Alexis Corbière [11] est au contraire félicité pour avoir dénoncé « le corporatisme » selon lequel il y aurait dans l'entreprise « des intérêts communs entre ouvriers et patrons ». Nul doute qu'en prononçant ces mots il savait qui serait content de le citer. Par contre, *Informations Ouvrières* ne cite ni ne critique les propos rapportés plus haut de J.L. Mélenchon [12], sur l'entreprise comme « bien commun ».

Cela fait plusieurs années que les dirigeants actuels du POI n'essayent plus de développer celui-ci en tant que parti, ce qui fut justement l'une des raisons de la scission de 2015. Il est absolument évident qu'à présent, c'est dans le cadre de la FI qu'il situe son activité. Comme l'indique l'article que j'ai cité, celle-ci est perçue et présentée aux militants du POI comme un grand réservoir de « jeunes », qu'il faut former. Injecter près de 2000 militants ayant un bagage théorique et politique (à défaut d'une activité réelle autre que syndicale) permettrait, du point de vue de J.L. Mélenchon, de mettre un peu de plomb dans la cervelle et de structurer tous ces « jeunes » un peu trop tentés de se voir aux élections municipales, appliquant pour eux un aspect non dit, mais important, de la « méthode de Danielle Simonnet à Paris ».

Un accord au sommet a manifestement déjà été passé, permettant l'entrée des membres du POI dans la FI, sans nulle discussion de l'orientation et du programme de celle-ci par ceux-là, permettant une certaine augmentation des ventes d'*Informations Ouvrières* qui ne disparaîtra pas, mais deviendra peut-être à terme plutôt l'organe d'un « Comité national de résistance et de reconquête pour la défense des conquêtes de 1936 et de 1945 » que l'organe officiel d'un parti, à moins que J.L. Mélenchon n'estime utile à la décoration du « mouvement » la présence instituée en son sein d'un « parti »-musée, en tant que butte-témoin du temps ou des « partis » représentait des « classes », en l'occurrence ouvrière, telle une statue de Lénine dans le parc du conseil d'administration.

Ce Comité national de résistance et de reconquête pour la défense des conquêtes de 1936 et de 1945 devrait être constitué courant octobre 2017. Il y aura en effet matière à reconquête, puisque, répétons-le, les ordonnances Macron devraient être adoptées le 20 septembre et s'appliquer à partir de cette date. Il n'y a pas que la constitution de ce Comité et le prochain « rassemblement populaire » de la FI qui sont prévus pour après cette adoption et cette application. C'est également le cas du prochain CCN (Comité Confédéral National) de la CGT-Force Ouvrière, pour fin septembre, malgré les demandes de plusieurs syndicats et unions pour un CCN extraordinaire plus tôt.

Revoilà cette histoire de calendrier. C'est que le POI est un courant politique dont bien des militants tiennent une place importante dans FO et dans l'histoire de FO (et il ne s'agit ni d'« entrisme » ni de « coucous » comme l'écrivent les imbéciles). Alors précisément que la question se pose dans la confédération de l'attitude de son dirigeant J.C. Mailly envers le gouvernement, et de la grève du 12 septembre, *Informations Ouvrières*, qui semble pourtant accorder la plus grande importance au maintien de l'unité CGT/FO/FSU/Solidaires contre la loi El Khomri, n'aborde pas ces enjeux, ce qui n'est en rien anecdotique, mais constitue une protection pour J.C. Mailly.

Quand j'écrivais plus haut que, malgré les divers débats et rumeurs sur le « mouvement social », le « dépassement de la forme parti et de la forme syndicat », l'affirmation d'une FI « acteur du mouvement social » à part entière, l'orientation des dirigeants de la FI ne met certainement pas en cause la stratégie des dirigeants confédéraux, ceci s'éclaire donc singulièrement pour Force Ouvrière au regard de l'incorporation en cours du POI dans la FI. On peut penser, certes, que cette opération peut contribuer à stabiliser la FI voire éviter des dérives antisyndicales et autres, mais ce n'est pas garanti et le fait politique principal, dans l'immédiat, est qu'elle s'effectue alors que Macron fait passer ses ordonnances, sans chercher à l'en empêcher et en faisant de fait obstacle aux

forces qui cherchent à se grouper pour leur retrait : mouvement pour l'unité intersyndicale et interprofessionnelle dans la grève le 12 septembre et actions pour empêcher l'adoption en conseil des ministres le 20 [13].

Mongénéral De Villiers défenseur du service public ?

Nous avons affaire à une organisation instable. La dynamique populiste qui lui a été insufflée d'en haut a trouvé prise, non à une échelle de masse, mais au niveau des couches d'adhérents recrutés via internet ou dans les « groupes d'appui ». Il est nécessaire de comprendre les dangers qu'elle comporte [14] mais il ne s'agit pas de jouer à se faire peur, car en même temps les contradictions sont évidentes : l'existence du groupe parlementaire FI n'est pas le résultat de l'orientation de la FI mais d'un vote de classe analogue à celui qui a fait passer au second tour les élus communistes et socialistes (anciens ministres exclus), la FI pour exister doit se poser comme un acteur de la lutte sociale, c'est-à-dire de la lutte des classes, tout en voulant dépasser celle-ci, et même les manœuvres avec tel ou tel secteur politico-syndical évoquées ci-dessus sont la conséquence de rapports historiques existant à l'intérieur du mouvement ouvrier. Pas si facile de dépasser et liquider celui-ci ...

Le fait politique central, au delà de cette instabilité - l'élément stable, en somme, de celle-ci - est que la fonction de protection de l'Etat capitaliste, longtemps assumée par les « vieilles organisations », l'est très largement, en France aujourd'hui, par la FI et ses dirigeants, dont l'orientation « populiste », si elle n'a pu faire émerger la soi-disant « construction du peuple », a par contre bel et bien produit la défaite sociale et politique du 23 avril 2017, contribué à l'élection du parlement-croupion introuvable de Macron, et concourt maintenant à contrecarrer la généralisation et la centralisation d'un éventuel et nécessaire mouvement social contre les ordonnances Macron. Le principal rempart de la V^e République en crise, concurremment avec les « vieux appareils », est là. C'est avant tout de ce point de vue là que la critique est un devoir. Envers les adhérents, elle est fraternelle même si une certaine vigueur s'impose souvent pour imposer l'apprentissage, ou le ré-apprentissage, de la discussion, mais envers la FI en tant qu'organisation, elle ne peut qu'être sans concession, cette organisation ayant été constituée contre la possibilité d'une représentation politique de la classe des exploités.

Les paragraphes qui précèdent peuvent donner l'impression, comparativement à mon article de début juin, que l'instabilité de la FI est dans une phase tout de même plus proche (même dans ses travers bureaucratiques !) de la gauche et du mouvement ouvrier que d'un populisme nationaliste. Toutefois, nous avons vu par quelques citations que J.L. Mélenchon, qui n'est pas un idéologue inconséquent, maintient entièrement le cap (d'autant plus qu'il y trouve un intérêt spécifique : ne pas faire « un parti » signifie rester le chef totalement libre de ses mouvements).

Or, le premier épisode de véritable crise, malgré plusieurs faits annonciateurs, pour l'exécutif Macron, a été l'affrontement entre le président de la V^e République et le Chef d'état-major des armées, Pierre Le Jolis de Villiers de Saintignon. Cette crise majeure dans les sommets de l'Etat a cristallisé le moment où cessa, soudain, car les conditions réelles étaient mûres, la magie « jupitérienne ». Inutile ici de revenir sur le déroulement de cette crise au sommet, qui a déclenché également les premières véritables failles dans LREM, si ce n'est pour rappeler cette évidence : les intérêts du prolétariat et la démocratie ne sont ni avec Jupiter, ni avec le CEMA. Il est par contre nécessaire et utile de bien comprendre cette crise.

Or, le soutien à ce militaire ultra-réactionnaire, au nom de la défense de l'armée présentée comme un « service public », a vu la FI, menée par son représentant à la Commission de défense de

l'Assemblée nationale et membre du premier cercle auprès du chef, Alexis Corbière, monter en première ligne, non pas tant contre Macron qu'en défense de l'armée. Ne pas confondre l'armée et le service public n'a rien à voir avec du « gauchisme » et devrait être le BA-ba de tout républicain digne de ce nom [15]. Au demeurant, la hausse du budget militaire, exigée par le général et par tous les groupes parlementaires dont la FI, reste promise, avec bouchées doubles, pour l'an prochain, et la majeure partie de « nos soldats » sont déjà des contractuels et pas des fonctionnaires.

Le désaccord sous-jacent à ce conflit n'a rien à voir avec les services publics et touche aux orientations stratégiques de l'industrie militaire française, à développer en relation avec le capitalisme allemand selon Macron, dans le cadre de « l'indépendance » de l'impérialisme français selon les dirigeants de la FI, le général De Villiers et ... la firme Dassault (bénéfice net de 64% ce premier semestre, passant contrat avec l'américain Boeing tout en se déclarant prêt à faire face aux programmes franco-allemands à venir ...). La levée pour la défense du héros De Villiers a vu se dessiner les contours d'une union nationale alternative à celle de Macron s'il échouait. C'est cette union nationale là que Marine Le Pen s'est fracassée, mais avec 34% des voix, à dessiner aux présidentielles. Tirant le bilan de cet épisode, Florian Philippot appelle le FN à tendre la main à ... J.L. Mélenchon.

Celui-ci ne la saisit évidemment pas, il n'est pas fou [16]. Mais il soutient les Rafales (ce n'est pas nouveau). Et puis, c'est précisément à ce moment là qu'il se saisit du discours de Macron sur le Vel' d'Hiv pour innover. Il le fait en liant son attaque à la question du général De Villiers et à d'autres critiques, dont plusieurs sont tout à fait justifiées, à l'encontre de Macron [17]. Pour lui, ce qu'il va écrire sur le Vel' d'Hiv constitue le summum d'une progression : « déclarer que la France est responsable de la rafle du Vel' d'Hiv' est là encore un franchissement de seuil d'une intensité maximale. » Sur le fond, nous sommes là en pleine confusion : qu'il n'y ait pas de responsabilité collective d'un peuple ou d'une nation (des Français comme des Allemands ou comme des Israéliens, d'ailleurs) est une chose, mais que « la France » soit au dessus des crimes commis par son Etat, car elle serait consubstantielle à « la République », n'est précisément pas une conception républicaine à la façon de Hugo ou de Jaurès, mais une conception essentialiste qui se rapproche de Barrès et de Maurras. Quant à la forme, l'important est que J.L. Mélenchon choisit de se contredire et que, forcément, il le sait : quelques semaines auparavant, réagissant à l'offensive de Marine Le Pen et Florian Philippot sur le même sujet, il disait : « La République française n'est pas coupable, mais la France l'est. » Ainsi donc, en ces temps pas si lointains, la République et la France étaient deux choses différentes. Cette fois-ci la France est par essence la République et, à ce titre, par essence non coupable.

Compte-tenu des réactions provoquées par ces formules, leur utilité tactique est douteuse. Sauf à considérer qu'il fallait envoyer un signal aux supposés républicains de l'autre rive, adeptes de la France éternelle. Parmi eux, Philippot, mais aussi Dupont-Aignan [18], sans oublier le corps des officiers et des généraux assidûment courtisé par J.L. Mélenchon, Alexis Corbière, George Kuzmanovic. La convergence porte aussi, bien entendu, sur les vues de politique étrangère.

Cerise sur le gâteau, et troisième « signal » moins remarqué : dans le conflit entre la Commission européenne et le gouvernement polonais, J.L. Mélenchon publie au même moment un article prenant fait et cause pour ce dernier, tout en soulignant qu'il est réactionnaire, etc., mais que tout de même il a raison de « résister » ! Comme dans le conflit Macron/De Villiers, il était parfaitement possible de ne choisir aucun camp, c'est-à-dire de se tenir dans le camp des exploités et de la démocratie. Et là aussi l'utilité tactique n'est pas évidente : non seulement les adversaires « démocrates » du gouvernement polonais ne sauraient apprécier, mais les alliés pro-Poutine de J.L. Mélenchon, qui ne portent pas la Pologne dans leur cœur, peuvent eux aussi être interloqués (est-ce pour eux que dans le même article Mélenchon traite l'Ukraine de néo-nazie, comme à son habitude ?). Le seul sens possible est un message vers « l'autre rive » sur de possibles convergences.

Nous n'en sommes pas là, mais la question mérite d'être posée : en cas de crise de régime causée par un échec global de Macron, l'alternative préservant l'Etat capitaliste pourrait être cette seconde forme d'union nationale, soi-disant souverainiste, laquelle, compte tenu de sa crise actuelle, ne se ferait pas forcément autour du seul FN. Après tout, Syriza avait bien choisi de gouverner avec un parti de ce type à la Défense, l'ANEL, pour s'aligner ensuite, avec lui, sur Francfort ...

* * *

Ainsi donc, l'avenir de la FI est incertain et instable. Deux chose sont sûres : il n'y aura pas de « construction d'un peuple » au dessus des classes et des partis, et chaque fois que l'unité et la discussion sont imposés à tel ou tel groupe ou secteur de la FI, contre Macron et ses ordonnances notamment, c'est une défaite pour le « populisme ».

Vincent Présumey, le 27/07/17

P.-S.

* « Quelques réflexions sur la « France insoumise », suite ». MEDIAPART. LE BLOG DE VINCENT PRÉSUMEY. 28 JUIL. 2017 :
<https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/280717/quelques-reflexions-sur-la-france-insoumise-suite>

* Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] <https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/070617/quelques-reflexions-sur-la-france-insoumise>

[2] « Vomissure lambertiste » est un exemple des épithètes qui ont pu circuler. Vous pouvez faire le test : toute analyse critique de la France insoumise suscite, dans des délais rapides, des références digestives, et cela aussi est une indication sur le moment présent - quand à la référence « lambertiste », typique des faux connaisseurs, j'aurai l'occasion d'en reparler plus loin.

[3] Denis Collin, ancien proche de J.L. Mélenchon très récemment revenu au bercail et d'autant plus exalté dans la défense et illustration de la FI, nous donne de bons exemples de ce genre de doctes propos : <http://la-sociale.viabloga.com/news/le-populisme-est-il-une-maladie-honteuse>. « le populisme, tel qu'il est théorisé aujourd'hui par des gens comme Laclau et Chantal Mouffe, part de Machiavel ». Diantre !

Machiavel a, dans les *Discours sur la première décade de Tite-Live*, décrit admirablement une lutte de classe créative et féconde à partir de l'histoire de la République romaine antique. C'est toutefois, chez lui, une lutte sans issue, et la République vertueuse finit par se corrompre (et devenir Empire). La reprise confuse de cette thématique, chez C. Mouffe (après beaucoup d'autres auteurs), consiste à nous expliquer que la conflictualité est une bonne chose pour la démocratie. Certes, mais ceci permet de faire l'impasse sur l'issue des conflits dans le cadre de la société capitaliste, qu'il ne s'agit pas ici de renverser, mais de dynamiser. Ceci est en réalité bien

peu « machiavélien » car Machiavel n'aimait pas les empires marchands, antithèses des républiques vertueuses.

Détail piquant, mais nullement fortuit, on peut également lire, ces temps-ci, des divagations sur la dimension « machiavélienne » de ... Macron qui serait, lui, un lecteur du Prince ! Dans un cas comme dans l'autre nous sommes dans l'enflure.

[4] Comme dit C.Mouffe, « avec et contre Schmitt » il faut penser la « démocratie agonistique ». Ce que Denis Collin semble prendre pour une République machiavélienne alors qu'il ne s'agit de rien d'autre que de l'Etat capitaliste galvanisé. Mais il semble s'imaginer qu'il doit mobiliser Machiavel contre « l'anti-mélenchonisme hystérique » des « rescapés du trotskysme ». Force est donc de constater que le « trotskysme » est devenu une maladie honteuse pour certains prosélytes d'un populisme obscur dans lequel Nicolas Machiavel n'a aucune responsabilité, et qui, n'en déplaise à Denis Collin qui affiche le plus grand mépris pour les professeurs en Science pipeau, est pourtant l'une des plus typiques de leurs productions.

[5] A quelques exceptions près dont celle de la 1^o circonscription de l'Allier où une bataille unitaire et démocratique a conduit à son retrait, permettant ici la défaite de la droite et de LREM.

[6] (5) Ainsi de la 2^o circonscription de l'Allier, par exemple

[7] Machiavel ! Machiavel ! ... nous chanterait peut-être Denis Collin. Ben non, pas Machiavel, Mitterrand.

Sur l'investiture de Bastien Lachaud, on lira avec intérêt ce récit d'un responsable local FI de Seine-Saint-Denis (il ne nomme pas l'élu dont il est question mais il est facile de l'identifier) : <http://cut.the.crap.free.fr/?p=972>.

Ce responsable déplore que les mœurs des « partis » reviennent à toute allure dans la FI, ou n'en soit jamais parties. Mais le refus de « faire comme les partis » permet justement d'interdire toute forme de représentation, donnant donc toute licence au noyau suprême autoproclamé. Il conclut d'ailleurs judicieusement son récit :

« Le problème des partis, d'ailleurs, n'est pas d'avoir des cadres intermédiaires, mais le fait que ces cadres ne soient pas vraiment contrôlés par la base. Dotons-nous de nos propres porte-paroles, coordinateurs, animateurs, comités fonctionnels... à tous les échelons, mais faisons en sorte qu'ils aient des comptes à rendre, qu'ils soient révocables, et que la durée de leur mandat soit limitée ainsi que les champs d'exercice de leur pouvoir à l'intérieur du mouvement. »

Ce qui est décrit ici est un parti démocratique. En ne voulant pas que la FI soit un parti, ses chefs ne veulent pas qu'elle soit démocratique.

On notera aussi la similitude entre de telles expériences et de telles déceptions, et la « fronde », ou plutôt les petites frondes, que connaît le mouvement présidentiel d'Emmanuel Macron. La différence est que, dans la FI, les militants ayant quelques habitudes de débat démocratique sont tout de même plus nombreux. Mais nous verrons un peu plus loin que J.L. Mélenchon les attend au tournant : gare aux adeptes du « bavardage » qui voudraient s'enfoncer dans les « petits marigots » !

[8] Voir sur ESSF (article 41514), [A débattre : À propos du mouvement « La France Insoumise »](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41514) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41514>

[9] Signalons que le programme de la FI préconise de transformer « la CSG et l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen qui garantit les recettes de l'Etat et de la Sécurité

sociale. » Autrement dit, l'étatisation de la Sécurité sociale, qui reposerait sur l'impôt et non sur le salaire. Cette position doit beaucoup à Rocard et ne doit rien au mouvement ouvrier et au syndicalisme. Elle pose problème pour s'opposer aux projets de Macron concernant les Allocations maladie et Chômage. Les militants du POI (voir plus loin) vont-ils entreprendre d'expliquer aux « jeunes insoumis » ce qu'est le « salaire différé » ? Rien ne l'indique pour l'instant ...

[10] La radicalisation antisyndicale et antiouvrière d'ex-militants mécontents des appareils syndicaux (au départ souvent à juste titre), en même temps avides de « monter » dans une hiérarchie quelconque d'une manière ou d'une autre, et vénérant un homme fort perçu comme tribun populaire, s'est déjà produite dans l'histoire. La transformation de syndicalistes révolutionnaires de Ferrare, en 1919-1920, en fascistes, serait un cas tout particulièrement intéressant et utile à étudier pour aujourd'hui. Cela dit, je ne pense pas du tout que telle soit l'orientation de J.L. Mélenchon au moment présent – et heureusement car il ne serait pas tellement difficile d'exciter certains « groupes d'appui » dans une telle direction, toutes choses égales par ailleurs. Mais il n'est pas forcément en mesure de contrôler tous les processus qui se sont mis en branle sur ce terrain qu'il a contribué à faire ce qu'il est.

[11] Alexis Corbière, exclu du Courant Communiste Internationaliste du Parti des Travailleurs, ancêtre du POI et du POID, en 1992.

[12] Jean-Luc Mélenchon, exclu (?) en 1974 de l'OCI, Organisation Communiste Internationaliste, ancêtre plus ancien du POI et du POID.

« Début 1969 je syndique à l'UNEF un dénommé Jean Luc Mélenchon. J'entre dans l'éducation nationale en 1970 et je suis muté à Paris en 1973. Je choisis de reprendre contact avec Mélenchon en 1978, qui avait dirigé l'OCI sur la région Franche Comté de 1969 à 1974 et qui sera exclu pour des raisons sur lesquelles je n'ai jamais pu obtenir de réponses claires, ni de l'intéressé, ni de la direction de l'OCI. » écrit Robert Duguet, <http://socialisme-2010.fr/blog2016/janvier2017.php#jan02>

[13] Sur ces questions, voir cet article, soulevant la question du 20 septembre, mais peu confiant dans les possibilités : ESSF (article 41560), [Sur la France insoumise, le mouvement syndical, le Front social et l'unité face à Macron](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41560) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41560>

[14] A l'égard de tout éventuel pourfendeur de « vomissures », soyons précis : toutes les allusions à de possibles éléments de dérives fascistes présentes dans ces lignes et dans les notes ne sont pas des insinuations, elles sont explicites et assumées, mais elles ne signifient nullement que la question soit tranchée, et certainement pas que la majorité des membres de la FI puissent être logés à une telle enseigne. Il s'agit bien d'éléments qui découlent du choix fondateur : parachever les années de liquidation de la gauche et du mouvement ouvrier par leurs propres organisations en se présentant comme la solution, consistant à passer complètement à autre chose. La politique ignorant le vide, cet « autre chose » ne peut qu'avoir des relents connus.

[15] Faire passer l'armée pour un service public est en outre une ânerie historique : dans la monarchie, le budget comportait l'armée et la cour, et le développement des services publics a eu lieu après la Révolution, et sous l'impact des revendications sociales.

[16] Denis Collin par contre, écrit sur son site, que « Philippot a tenté d'impulser dans ce parti [le FN] une ligne national-souverainiste et partiellement populiste », ce qui est un éloge compte-tenu

de ce que Denis Collin s'est mis à écrire sur le « populisme ». Mais que l'on se rassure : « l'on doit se garder de toute illusion envers la ligne du FN-Philippot », ajoute-t-il. Cet exorcisme n'est pas cohérent avec ce qu'écrivait Collin s'il est vrai que Philippot est pour lui « populiste », même partiellement.

[17] <http://melenchon.fr/2017/07/17/jupiter-deraille/>

[18] « Dans notre circonscription, la 8^e de l'Essonne, le député sortant Nicolas Dupont Aignan essuie une campagne de mobilisation sans précédent contre l'alliance qu'il vient de passer avec Marine Le Pen dans la présidentielle. FI refuse toute alliance avec le PCF et les quelques militants et élus du PS qui n'ont pas sombré dans le macronisme, alors qu'il y avait une forte demande de citoyens de base pour une candidature de rassemblement. Une campagne quasiment perdue pour Dupont Aignan se termine par une courte victoire (52%). Merci France Insoumise ! », écrit Robert Duguet, qui habite cette circonscription, sur son blog.